

46357

Distr.
LIMITEE

ECA/MULPOC/LUS/ICE/II/15/Rev.1
25 mars 1993

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Centre multinational de programmation
et d'exécution de projets (MULPOC)
pour les états de l'Afrique de l'Est
et de l'Afrique australe

Deuxième réunion du Comité intergouvernemental
d'experts

23-26 mars 1993
Lusaka (Zambie)

RAPPORT DE LA DEUXIEME REUNION DU COMITE
INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS DU MULPOC DE LUSAKA;
23-26 MARS 1993

A. INTRODUCTION

1. La deuxième réunion du Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC de Lusaka s'est tenue à Lusaka (Zambie) du 23 au 26 mars 1993. Cette réunion avait été convoquée conformément à la résolution 702 (XXV) de la Conférence des ministres de la CEA relative à la transformation et au renforcement des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets de la Commission des Nations Unies pour l'Afrique.

B. OUVERTURE DE LA REUNION, PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

Ouverture de la réunion (premier point de l'ordre du jour)

2. La réunion a été officiellement ouverte par Monsieur M.M. Liswaniso, Permanent Secretary à la National Commission for Development Planning (Commission nationale pour la planification du développement) de la République de Zambie au nom de Son Excellence Dean Mug'omba, Vice-Ministre chargé de la planification du développement économique à la République de Zambie. La réunion a été présidée par M. S. Mwale, Directeur (chargé de la coopération régionale) à la National Commission for Development Planning et Chef de la délégation zambienne, qui a déclaré l'ouverture des travaux à 11h 15 mardi 23 mars 1993.

Participation

3. Ont participé à cette réunion des délégués des pays membres ci-après du MULPOC de Lusaka: L'Angola, le Botswana, le Kenya, Madagascar, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, l'Ouganda, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

4. Les pays ci-après, qui ne sont pas membres du MULPOC de Lusaka, se sont également fait représenter à cette réunion en qualité d'observateurs. Il s'agit de l'Egypte, de la Russie et du Zaïre.

5. Les organisations intergouvernementales et les institutions des Nations Unies ci-après étaient également représentées au même titre d'observateur: la Zone d'échanges préférentiels (ZEP) des Etats de l'Afrique l'Est et de l'Afrique australe, le Centre du commerce internationale (CCI/ZEP), le Comité intergouvernemental permanent sur le transport maritime (ISCOS), l'Organisation internationale de lutte contre le criquet nomade pour l'Afrique centrale et pour l'Afrique australe (IRLCO-CSA), le Centre de la recherche sur des maladies tropicales (TDRC), l'Institut panafricain pour le développement (PAID-ESA), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Fonds des

Nations Unies pour l'enfance, le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation internationale du travail (OIT).

Election du bureau (point 2 de l'ordre du jour)

6. Le Président sortant a présenté le point de l'ordre du jour relatif à l'élection du bureau. Les membres du bureau ci-après ont été élus, tel qu'ils avaient été proposés et appuyés par les délégués :

Président :	M. M.S. Mwale, (Zambie)
Vice-Président :	M. S.G. Serwalo Tumelo, (Botswana)
Rapporteur :	M. Efrem Chilima, (Malawi)

7. Après leur élection, M. Mwale et les autres membres du bureau ont assumé leurs fonctions respectives.

8. En assumant ses fonctions, M. Mwale a remercié la réunion pour les avoir élu, lui et les autres membres du bureau, et il lui a assuré que lui même et son bureau travailleraient sans relâche pour réaliser les idéaux pour lesquels le MULPOC avait été créé. Il a également remercié les délégués pour la confiance qu'il lui avait témoignée ainsi qu'à son gouvernement en l'élisant à la présidence.

Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux (Point 3 de l'ordre du jour)

9. La réunion a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture de la réunion
2. Election du bureau
3. Adoption du projet d'ordre du jour et organisation des travaux

Première partie : rapport sur le programme de travail du MULPOC

4. Etude sur les conditions économiques et sociales des Etats de la sous-région ; 1991-1992
5. Sécurité alimentaire en Afrique de l'Est et en Afrique australe
6. Travaux des comités spéciaux, des organes auxiliaires, et autres questions spéciales

- a) Rapport sur les activités de la Commission du travail de l'Afrique australe
- b) Rapport sur les activités du Comité technique sous-régional pour PADIS
- c) Rapport intérimaire sur la mise en oeuvre des systèmes d'information sur le développement pour l'Afrique de l'Est et pour l'Afrique australe (ESADIS)

Deuxième partie : Questions, études et rapports à l'appui de la formulation de programmes et projets sous-régionaux pour le développement en Afrique de l'Est et en Afrique australe

7. Rapports sectoriels :

- a) Développement du secteur agricole
- b) Science et technologie
- c) Intégration de la femme dans le développement
- d) Financement du commerce international et du développement
- e) Environnement et développement

Troisième partie : Promotion et renforcement de la coopération et de l'intégration économiques, sous-régionales et régionales

Quatrième partie ; Programme de travail et priorités du MULPOC

- 9. Proposition du programme de travail et des priorités :1992-1993
- 10. Proposition de programme de travail du MULPOC Pour la période 1994-1995
- 11. Rapport intérimaire sur l'exécution des projets par le Fonds d'affectation spéciale pour le développement de l'Afrique (UNTFAD) - MULPOC de Lusaka
- 12. Services consultatifs régionaux multidisciplinaires de la CEA
- 13. Préparatifs de la réunion de la Conférence des ministres de la CEA, prévue au mois d'avril 1993

14. Questions diverses

15. Date et lieu de la prochaine réunion

16. Adoption du rapport

17. Clôture de la réunion.

10. La réunion est convenue de travailler de 8h30 à 12h30 et de 14 heures à 17 h30.

C. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

11. Dans son mot d'introduction, le président du bureau, M. M.S. Mwale, a rappelé au Permanent Secretary le but de la présente réunion, et il l'a informé que 11 des 19 Etats membres étaient représentés. Il a informé la réunion que le Comité avait été créé conformément à la résolution 702 (XXV) de la Conférence des ministres de la CEA 1990, en remplacement du Conseil des ministres qui avait été aboli par la même résolution, en tant qu'organe directeur.

12. Par ailleurs, il a rappelé aux délégués que, conformément à la même résolution, le rapport de la réunion serait présenté à la Conférence des ministres de la CEA en mai 1993 et enfin à l'Assemblée générale de 1993. D'où la nécessité, pour les délégués de prendre cette réunion au sérieux. Il a ensuite assuré le Permanent Secretary, qu'en tant que président, il dirigerait la réunion vers ce but.

13. Dans son allocution d'ouverture, lu en son nom par le Permanent Secretary, à la National Commission for Development Planning, M. M.M. Liswaniso, Son Excellence Dean Mug'omba, Vice Ministre à la Présidence de la République de Zambie, a, au nom du Gouvernement de la République de Zambie souhaité la bienvenue à tous les participants à Lusaka. Il a rappelé aux participants que la présente réunion devait s'être tenue en Ouganda, mais que le secrétariat avait demandé à la Zambie de l'abriter après que l'Ouganda a exprimé qu'elle était dans l'impossibilité de le faire. Il s'est, par conséquent excusé d'avance pour toute dérangement qui aurait été causé par ce changement de dernière minute.

14. Son Excellence Mug'omba a fait quelques remarques sur les questions figurant à l'ordre du jour de la réunion. D'abord, il a attiré l'attention du comité sur les questions relatives à la grande sécheresse qui avait sévi en Zambie et dans d'autres pays de la sous-région pendant la saison 1991/92. Il a indiqué qu'en raison de cette sécheresse, l'année 1992 avait été une année difficile pour le jeune gouvernement zambien, qui venait de sortir des élections générales, organisées au mois d'octobre 1991. Il a poursuivi en indiquant que la pluviosité avait baissé de 60% de la normale, et que cette baisse avait réduit la

production céréalière de 50%, obligeant ainsi le Gouvernement à importer près d'un million de tonnes de céréales.

15. En outre, le Vice-Ministre a mentionné les autres conséquences de cette sécheresse sur l'économie zambienne, et il a remercié la communauté internationale pour son assistance.

16. S'agissant du programme d'intégration de la femme dans le développement, le Vice-Ministre s'est déclaré heureux de signaler la création de la Fédération des associations des femmes chefs d'entreprise en février 1993. Le Vice-Ministre a relevé que le MULPOC avait des consultations régulières avec le Gouvernement zambien dont le point culminant avait été la visite que le Secrétaire exécutif de la CEA avait effectué en Zambie avant le sommet de la ZEP, au mois de janvier 1992, visite au cours de laquelle, il s'était entretenu avec le Président de la République et un certain nombre de membres du Gouvernement.

17. Le Vice-Ministre a également commenté sur deux autres contributions aux activités du MULPOC. A savoir, d'abord, la contribution annuelle au Fonds d'affectation spéciale pour le développement de l'Afrique (UNTFAD) qui est utilisé pour le financement d'un fonctionnaire du secrétariat du MULPOC. La deuxième contribution consiste dans le détachement de trois fonctionnaires au projet ESADIS qui est devenu opérationnel au mois de janvier 1992.

18. Pour conclure, le Vice-Ministre a assuré la CEA, et le MULPOC en particulier, du maintien du soutien de la Zambie, et il a lancé un appel aux autres Etats membres pour qu'ils suivent cet exemple en vue d'accélérer la coopération et l'intégration sous-régionales auxquelles tout le monde est sensible dans la sous-région. Il a ensuite déclaré la réunion ouverte et il a souhaité une année 1993 prospère à tous les participations.

19. Après l'allocution d'ouverture du Vice-Ministre, le Chef de la délégation de la République-Unie de Tanzanie a exprimé une motion de remerciements. Il a exprimé sa gratitude au Gouvernement de la République de Zambie pour l'accueil chaleureux accordé à tous les délégués. Il a également rendu hommage au Gouvernement zambien pour avoir accepté, à si bref délai, d'abriter cette réunion.

20. Dans son discours prononcé à la même occasion en son nom par M.B.C. Gondwe, Administrateur responsable du MULPOC de Lusaka, le Secrétaire exécutif de la CEA, M. Layashi Yaker, a remercié le Gouvernement zambien pour avoir accepté d'abriter cette réunion à si bref délai.

21. Le Secrétaire exécutif a, d'autre part, informé la réunion de l'environnement économique mondial, qui, a-t-il

souligné, n'était pas favorable, ce qui se répercutait sur les économies africaines. Il a cité l'exemple des prix des produits de base africains qui avaient baissé de 4% en 1992, par rapport à ceux de 1991 en même temps que les termes de l'échange continuaient à se détériorer. Il a ajouté qu'en 1992, le taux de croissance du PIB en Afrique de l'Est et en Afrique australe avait été le plus faible depuis plusieurs années; il s'était chiffré à moins de 1%; alors que le taux d'inflation avaient monté en flèche, en raison de la dévaluation des monnaies; et que l'environnement macro-économique avait été caractérisé par des politiques fiscales et monétaires austères visant à établir la stabilité fiscale et l'équilibre budgétaire.

22. Abordant la situation politique en Afrique de l'Est et en Afrique australe, il a indiqué que le lourd tribut humain de la sous-région, dû aux conflits sévissant dans plusieurs parties de cette dernière, rendait nécessaire la mise en place d'un mécanisme de prévention de conflits internes. Il a cité la Somalie, à titre d'exemple d'efforts de rétablissement de la paix. Il a également rappelé à la réunion que des initiatives semblables étaient encours au Mozambique; mais il s'est montré peu rassuré par la dernière évolution de la situation en Angola.

23. Le Secrétaire exécutif a, par ailleurs, passé en revue la situation des autres pays du monde, qui sont actuellement en cours de réorganisation en blocs régionaux, notamment le Marché unique européen qui a vu le jour le 1er janvier, et il a souligné, la nécessité pour les pays africains de renforcer davantage leur coopération en vue d'amortir les effets des nouvelles forces qui façonnent actuellement le nouvel ordre mondial. A cet effet, il a invité les Etats membre à mettre au point, et en oeuvre des mesures visant à intégrer les petites économies africaines isolées, à un rythme plus accéléré.

Etude de la situation économique et sociale des Etat membres de la sous-région (point 4 de l'ordre du jour)

24. Un représentant du secrétariat a présenté le document ECA/MULPOC/LUS/ICE/II/3. Il a informé le comité que les données de l'étude sur la situation économique et sociale des Etats membres étaient provenues du plus grand nombre de pays possible, et que, dans la mesure du faisable, ce sont les données les plus récentes qui avaient été utilisées. Cette étude comportait un aperçu général de la situation économique et sociale internationale, une analyse de la performance de l'économie de la sous-région, un examen de la récente évolution du secteur monétaire et financier, une évaluation de l'état des ressources humaines; ainsi que les perspectives pour 1993.

25. Il a été souligné que l'économie mondiale avait connu une certaine relance générale au cours de l'année 1992, caractérisée par une croissance de 0,4%, à comparer à celle de 1991, soit -0,6%. Cette croissance, qui suivait un resserrement de l'année antérieure, la première pendant la période de l'après guerre, est faite d'une croissance de 1,5 % des pays industrialisés, et d'une croissance négative de 18% dans les pays de l'Europe de l'Est et dans les pays de l'ancienne URSS.

26. La sous-région avait été sévèrement touchée par les retombées néfastes de la crise du Golf sur les prix des importations d'énergie et de pétrole. Pendant le second semestre de 1991, cependant, les effets de la crise du Golf s'étaient tassés et les prix du pétrole avaient baissé. Les perspectives de croissance dans la majeure partie des pays de la sous-région en 1992 ont été compromises par une grande sécheresse qui avait sévi pendant le premier semestre de cette année. Cette sécheresse, la pire depuis plusieurs dizaines d'années, a entraîné la baisse de la production céréalière d'environ la moitié, et partant, la nécessité d'importer de 8 à 10 millions de tonnes de céréales. De manière globale, le taux de croissance de la production s'est situé autour de 2,5% en 1991, soit à un niveau moins élevé que celui de la croissance démographique. Il a été d'autre part, expliqué qu'il existait d'importantes variations dans la croissance de la production entre les différents pays membres. Des taux élevés de croissance de la production ont été enregistrés dans un certain nombre de pays, tandis que d'autres pays connaissaient des taux moins élevés, voire négatifs.

27. La dette extérieure totale de la sous-région a augmenté dans tous les pays de la sous-région, à l'exception des Comores et de Djibouti. Le fardeau de la dette reste lourd, et il a atteint un niveau manifestement insoutenable dans neuf pays de la sous-région, qui sont lourdement endettés. Le fardeau de la dette pose de sérieux problèmes à la relance et à la croissance économiques des pays de cette sous-région.

28. Dans le domaine monétaire et financier, les pays de la sous-région ont, d'une manière générale, suivi une politique d'augmentation des recettes et de réduction des dépenses courantes, de limitation du crédit et de l'inflation, de gestion du taux de change et d'élargissement du marché des capitaux, en vue de l'amélioration des ressources et de l'environnement d'investissement. Les situations réelles ont varié d'un pays à l'autre, suivant les réformes de la politique générale et des possibilités nouvelles de développement.

29. La production agricole de la sous-région a souffert des effets de la sécheresse. Les effets les plus immédiats de cette situation se sont fait sentir sur la sécurité

alimentaire, même si elle a eu des effets secondaires non négligeables liés à la baisse de la production agricole. Les pénuries alimentaires ont été signalées dans un certain nombre de pays de la sous-région.

30. Dans le secteur de l'énergie, la production hydroélectrique en Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe a été compromise par la sécheresse des années 1991/92.

31. La performance du secteur minier a été décevante, et la production manufacturière, qui s'est rétrécie de 6,3% en 1989 à 2,2% en 1990 est considérée comme n'ayant récupéré que de 1,5% seulement en 1991.

32. Les programmes d'ajustement structurel poursuivi par la majeure partie des pays de la sous-région se sont négativement répercutés sur les politiques visant à améliorer les conditions des populations. Par conséquent, nous assistons à la montée de la criminalité, des abus de la drogue, des épidémies et de la malnutrition.

33. Au cours des discussions qui ont suivi, les délégués ont exprimé leur gratitude au secrétariat pour la préparation d'un document plein d'informations aussi fouillées. Cependant, ils ont fait remarquer que ce document n'étudiait pas la situation, pays par pays, et qu'il avait tendance à brosser un tableau plutôt lugubre de la situation économique. Il a été également relevé que les avantages et les inconvénients de la privatisation et les programmes d'ajustements avaient dû être examinés à la lumière de l'expérience de pays spécifiques. Ils se sont montrés peu rassurés du fait que les questions relatives à l'environnement, aux déchets toxiques et aux réfugiés n'avaient pas été suffisamment examinées dans ce rapport. Ils ont, d'autre part, relevé que le chapitre relatif aux perspectives pour 1993 avait tendance à exagérer les effets des facteurs exogènes sur le développement économique et social de la sous-région. Le Secrétariat a pris note de ces observations, mais il a expliqué qu'un certain nombre d'entre elles avaient été tenues en ligne de compte dans le rapport. De plus, les économies de la sous-région étaient si ouvertes et tributaires de facteurs extérieurs.

34. Le Comité a ensuite approuvé le rapport.

Rapport de l'étude sur la sécurité alimentaire dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (point 5 de l'ordre du jour)

35. En présentant ce rapport, qui fait l'objet du document No. ECA/MULPOC/LUS/MIE/II/4, un représentant du secrétariat a informé la réunion que ce rapport reposait sur une étude qui avait été effectuée entre les mois d'août et d'octobre 1991 par le MULPOC de Lusaka en utilisant un consultant qui

avait été détaché auprès du MULPOC par le Gouvernement de la République du Kenya. Il a indiqué que le but de cette étude était d'examiner les stratégies existantes et établies, les mécanismes et infrastructures du domaine de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Il a signalé que cette étude couvrirait des organisations intergouvernementales pertinentes de la sous-région telles que la ZEP, la SADC, l'IGADD, la COI, l'ILCO-CSA et la DLCO-EA. Par conséquent, l'itinéraire de ce consultant comprenait les visites dans des pays membres, notamment Djibouti, l'Ethiopie, Maurice, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe, en sus des OIG susmentionnées.

36. Le secrétariat a indiqué que le cadre conceptuel, tel que présenté par le rapport donnait deux définitions de la sécurité alimentaire : l'une de la FAO et l'autre de la Banque mondiale, la dernière étant la plus communément acceptée. Le Secrétariat a signalé que la définition de la Banque mondiale comportait deux variables. D'abord la disponibilité des produits alimentaires, et ensuite l'accessibilité de ces derniers. Il a indiqué que la première variable supposait de bonnes facilités d'entreposage, une bonne infrastructure de distribution, ainsi que des facilités de commercialisation, tandis que la deuxième variable dépendait du pouvoir d'achat des consommateurs ou de programmes gouvernementaux.

37. Le Secrétariat a également attiré l'attention de la réunion sur le chapitre du rapport relatif aux programmes actuels en matière de sécurité alimentaire dans la sous-région, et il a expliqué que la ZEP, la SADC, l'IGADD et la COI poursuivaient différents programmes de sécurité alimentaire. L'attention de la réunion a, d'autre part, été attirée sur le fait que les stratégies de la sous-région pour réaliser l'autosuffisance alimentaire étaient axées sur la production, la commercialisation et l'entreposage, entre autres. Il a été indiqué que les programmes de sécurité alimentaire de la sous-région étaient caractérisés par des services d'alerte rapide sur le plan aussi bien national que régional, et que ces services étaient utiles dans la collecte des données sur les conditions climatiques et sur la production vivrière.

38. Le Secrétariat a en outre attiré l'attention de la réunion sur l'important rôle que jouent les femmes dans les programmes de sécurité alimentaire, dans la mesure où elles participent activement à la production, à l'accessibilité et à l'utilisation au niveau du ménage, ainsi qu'à la disponibilité. Il a indiqué que 80% des femmes vivaient dans les zones rurales, où elles s'occupent de leurs foyers et cultivaient les denrées alimentaires pour la consommation.

39. En conclusion, le secrétariat a attiré l'attention de la réunion sur la nécessité d'adopter une approche

coordonnée de la sécurité alimentaire entre les principales OIG de la sous-région, lesquelles devaient également se réunir en vue d'examiner les projets dont l'exécution a été recommandée dans le rapport.

40. Au cours des discussions qui ont suivi, les délégués ont félicité le secrétariat pour ce rapport plein d'informations. Cependant, la réunion s'est montrée très préoccupée par la multiplicité et les chevauchements des programmes et projets de sécurité alimentaire entre le MULPOC de Lusaka, d'une part, et les OIG d'autres part, notamment la SADC, la ZEP, la COI, et l'IGADD, d'autre part et elle a souligné la nécessité d'une plus grande coordination pour que la sous-région puisse tirer profit des quelques ressources dont elle dispose, et dont la majeure partie est fournie par des bailleurs de fonds. Dans sa contribution sur ce sujet, le représentant de la ZEP a présenté la stratégie de la ZEP en matière alimentaire et agricole qui est actuellement exécutée dans le cadre de la nouvelle stratégie de la ZEP en matière du commerce et de développement. Il a souligné que le programme de la ZEP en matière de sécurité alimentaire visait, entre autres, l'augmentation de la production vivrière, le développement de la pêche, et le renforcement de la commercialisation alimentaire dans la sous-région. Il a indiqué que les bénéficiaires de ce programme étaient les Etats membres, et il a souligné la nécessité de veiller à ce que la recherche agricole soit orientée suivant les besoins de la sous-région.

41. Le représentant de la FAO a conseillé aux Etats membres d'être prudents dans l'élaboration de leurs programmes de sécurité alimentaire pour financement des bailleurs de fonds, en indiquant que la majeure partie de ces projets n'attire pas de financement, à cause de la concurrence des autres projets qui ne sont pas du domaine de la sécurité alimentaire. Il a invité les Etats membres à veiller à ce que leurs projets aient des objectifs différents à long et à court termes. Il les a, par ailleurs, invité à devenir de plus en plus autosuffisants en exécutant eux-mêmes un certain nombre de leurs projets en se servant des recherches effectuées sur place et de la technologie appropriée, quand cela était possible. Il a suggéré que les pays qui, comme le Zimbabwe, avaient formé un personnel dans des domaines spécifiques, pouvaient aider les autres dans le cadre d'organisations intergouvernementales.

42. Le représentant du PNUE a félicité le Secrétariat pour son rapport, mais il a été de l'avis que l'accent n'avait pas été placé là où il fallait; compte tenu des efforts des autres OIG dans le domaine de la sécurité alimentaire. Il a invité la réunion à faire preuve de prudence dans l'examen des conclusions et des recommandations du rapport.

43. Les délégués du Botswana et de la Zambie ont fait remarquer que le rapport souffrait d'un certain nombre d'omissions. La délégation zambienne a estimé que, en plus de la nécessité d'améliorer les informations sur certains faits présentés dans le rapport, aucune mention n'avait été faite du rôle des ressources en eau et du commerce et que ces derniers étaient également fondamentaux dans le programme de sécurité alimentaire. La délégation du Botswana a invité le secrétariat non seulement à inclure dans le rapport un chapitre comparatif des avantages, mais également à indiquer aux Etats membres le type de produits qu'ils devaient produire pour éviter une surproduction de certains d'entre eux. Il a été relevé que les projets relatifs aux ressources en eaux étaient également fondamentaux dans la sécurité alimentaire. La délégation du Zimbabwe a indiqué que la planification de la sécurité alimentaire doit commencer à la base pour veiller à ce que les familles aient une alimentation suffisante.

44. En conclusion, la réunion a adopté le rapport et elle a recommandé que :

- a) Le MULPOC organise une réunion des OIG appropriées pour examiner ce rapport en détails, et revoir les propositions de projets y contenues en tenant compte des projets et programmes des différentes OIG dans le domaine de la sécurité alimentaire.
- b) Une résolution à ce effet doit-être annexée au présent rapport.

Rapport sur les activités de la Commission du travail de l'Afrique australe (point 6 a) de l'ordre du jour)

45. En présentant le document ECA/MULPOC/LUS/ICE/II/6 a), le Secrétariat a fait un bref exposé sur les origines et les objectifs de la SALC. La réunion a été informée des objectifs élargis de la SALC ainsi que de sa nature tripartite réunissant gouvernements et organisations d'employeurs et d'employés.

46. Le Secrétariat a ensuite relevé les activités de la SALC pendant la période sous-examen. Il s'agit de deux réunions des organes directeurs. Des rapports préparés par le secrétariat pour ces réunions étaient notamment le rapport sur la mobilité de la main-d'oeuvre qualifiée en Afrique australe et un rapport sur les aspects économiques et sociaux des mouvements migratoires de la main-d'oeuvre en Afrique australe.

47. Il a été recommandé qu'il y ait pleine mobilisations et mise en valeur des ressources humaines dans les pays de la SALC, l'accent étant mis sur :

- a) La pleine participation et intégration de tous les groupes, surtout les femmes des zones rurales dans le processus de développement ;
- b) le renforcement du capital humain, particulièrement grâce à l'accès des populations à des services sociaux suffisants, tels que les services sanitaires, mais en plaçant un accent spécial sur l'enseignement et la formation.

48. La réunion a été informée des progrès réalisés dans la mise en place du secrétariat de la SALC dans le cadre de la communauté de développement de l'Afrique australe. La réunion a approuvé la recommandation de la SALC selon laquelle le MULPOC devait continuer à soutenir les activités de la SALC jusqu'au moment où cette dernière aura son propre secrétariat, et elle a demandé au Secrétaire exécutif de la CEA de continuer à fournir les ressources au MULPOC de Lusaka pour l'exécution des activités opérationnelles de la SALC.

Rapport intérimaire sur la mise en oeuvre des systèmes d'information sur le développement pour l'Afrique de l'Est et pour l'Afrique australe (ESADIS) (point 6c de l'ordre du jour)

49. En présentant le document ECA/MULPOC/LUS/ICE/II/6, le secrétariat a informé la réunion qu'après plusieurs années de problèmes opérationnels, l'ESADIS était devenu opérationnel à partir du mois de février 1993. L'ESADIS, qui avait été initialement approuvé pour fonctionner comme une institutions régionale, avait été transformé en un projet zambien pour une période de deux ans, par décision du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka. L'accord de siège signé en 1987 entre le Gouvernement zambien et la CEA stipule que, une fois qu'il sera devenu opérationnel, après deux ans, ce projet redeviendrait un projet sous-régional et que le Conseil des ministres de la CEA examinerait la possibilité de le financer.

50. Le secrétariat a informé la réunion que compte tenu du fait que les équipements avaient été installés en 1987, leur utilité avait été dépassée par les progrès technologiques, et qu'ils devaient être remplacés par un micro-ordinateur. En définitive, tous les membres de la sous-région auraient accès à l'ESADIS.

51. La réunion a lancé un appel au Gouvernement zambien et à la CEA pour qu'ils soutiennent ce projet en ressources aussi bien financières que humaines pour assurer sa durabilité.

Etat d'avancement de la mise en place d'un réseau sous-régional de recherche sur le maïs pour

1'Afrique de l'Est et pour l'Afrique australe (point 7a de l'ordre du jour)

52. En présentant le rapport faisant l'objet du Document ECA/MULPOC/LUS/ICE/II/7 a), un représentant du secrétariat a rappelé que le projet sur la création d'un réseau sous-régional de recherche sur le maïs avait été lancé à la demande du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka, à sa troisième réunion qui s'était tenue à Gaborone (Botswana) au mois de janvier 1980. A cette réunion, le Conseil avait demandé que le MULPOC réalise une étude sur la faisabilité d'un programme sous-régional de recherche sur le maïs. Il a ensuite indiqué que le présent rapport examinait l'état d'exécution des deux activités principales du projet qui avaient commencé en 1986/87, à savoir:

- a) les essais dans les champs et le transfert de technologie aux petits agriculteurs; et
- b) le réseau de communication d'appui au développement rural.

53. A cet égard, deux pays, i.e, le Lesotho et le Mozambique, avaient été choisis pour l'exécution de projets pilotes d'essais dans les champs et de transfert de la technologie du maïs aux petits agriculteurs. Il a été signalé que la démonstration dans les champs au Lesotho consistait à comparer les rendements de différentes variétés de maïs, à savoir la variété hybride PNR 473, la variété à pollinisation libre (silver king) et la variété des semences habituelles des agriculteurs.

54. Des démonstrations avaient été également effectuées sur l'utilisation des engrais et des herbicides, le Secrétariat a informé la réunion qu'un grand nombre d'agriculteurs avaient participé aux essais dans les champs qui avaient été effectués dans différents pays.

55. Ces essais ont montré les gains potentiels en termes de rendement, liés à l'utilisation des semences hybrides, des engrais et des herbicides. Compte tenu du fait que 60% des agriculteurs du Lesotho utilisaient encore leurs propres semences, les perspectives d'augmentation de la production intérieure du maïs en utilisant les semences hybrides, les engrais et les herbicides, étaient manifestement optimistes.

56. S'agissant la deuxième activité principale du projet, à savoir celle relative au réseau de communication d'appui au développement rural; l'exécution ne venait que de commencer, par la mise en place d'un service de coordination, au mois de septembre 1991, au niveau du MULPOC, lorsqu'un consultant avait été recruté pour servir d'agent de liaison pour ce projet.

57. Le représentant du Secrétariat a terminé en informant la réunion que les gouvernements du Lesotho et du Mozambique avaient demandé la prolongation du projet sur les essais dans les champs et sur le transfert de la technologie du maïs aux petits agriculteurs dans leurs pays respectifs. A cet effet, ils se sont engagés à lui allouer des ressources supplémentaires en sus des fonds mobilisés par la CEA. Il a ensuite lancé un appel aux Etats membres pour qu'ils intensifient leurs efforts en vue de rendre ce réseau pleinement opérationnel, surtout en détachant des experts auprès de son centre de coordination, qui se trouve au secrétariat du MULPOC de Lusaka, et par des contributions financières.

58. La réunion a pris note du rapport et de ses recommandations

Science et technologie (point 7b de l'ordre du jour)

59. Un représentant du Secrétariat a présenté le document ECA/MULPOC/LUS/ICE/II/7b) relatif aux activités de la CEA en matière de science et de technologie dans les pays du MULPOC de Lusaka. Ces activités étaient axées sur deux domaines:

- i) Renforcement de la politique et des infrastructures institutionnelles pour la science et la technologie dans les Etats membres;
- ii) Promotion de la coopération entre les Etats membres dans l'élaboration de stratégies communes et dans l'exécution d'activités conjointes en science et technologie.

Examen de la performance des institutions nationales chargées de la politique en matière de science et de technologie

60. Le secrétariat a réalisé une évaluation de la performance des institutions chargées de la politique en matière de science et de technologie dans 11 pays africains dont cinq, i.e, le Kenya le Malawi, Madagascar, la Tanzanie et le Zimbabwe, sont des membres du MULPOC de Lusaka. Les rapports sur cette évaluation étaient prêts et distribués aux ministères compétents des Etats membres. Il a été souligné que cette évaluation avait révélé un certain nombre de lacunes qui nécessitaient des mesures pour l'amélioration de la performance et de l'efficacité de ces institutions. Entre autres mesures recommandées, figurait une plus grande participation des dépositaires d'enjeux, à savoir les chefs d'entreprise, et les institutions de développement à l'élaboration et à l'exécution des programmes, à l'apport d'un soutien financier suffisant facilitant la commercialisation des résultats de la recherche et la mise en place d'un environnement de travail favorable pour les hommes de science et les technologues.

Les rapports sur cette évaluation avaient été examinés par la septième réunion du Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technologie (IGCESTD) qui a bien accueilli les mesures visant à réactiver ces institutions.

Groupes de travail de l'IGCESTD

61. Le représentant du secrétariat a informé la réunion que l'IGCESTD avait cinq groupes de travail dont chacun se concentrait sur les questions prioritaires de sa sous-région. S'agissant du MULPOC de Lusaka, les pays sont groupés de la manière suivante: Groupe de travail de l'Afrique de l'Est : Djibouti, Kenya, Seychelles, Somalie, Tanzanie et Ouganda. Groupe de travail de l'Afrique australe : Botswana, Lesotho, Madagascar, Malawi Maurice, Mozambique, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.

62. Au cours de leurs dernières réunions qui s'étaient tenues en 1989, les deux groupes de travail avaient identifié quatre projets et avaient demandé à la CEA de leur trouver du financement auprès d'organismes donateurs et d'organisations internationales:

1. Evaluation de la technologie en Afrique de l'Est; un programme de formation
2. Elaboration d'une politique sous-régionale en science et technologie dans la sous-région de l'Afrique de l'Est
3. Production à grande échelle d'équipements scientifiques scolaires
4. Elaboration d'une politique sous-régionale de développement de la science et de la technologie dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe.

63. Le soutien financier en faveur des deux premiers projets a été demandé à la Fondation islamique pour la science et la technologie, et l'élaboration et l'exécution de l'un des projets doit commencer en fin de l'année 1993. Des progrès remarquables avaient été réalisés dans la promotion des projets 3 et 4, dans la mesure où leur financement avait été obtenu de la Fondation pour la recherche et le développement. A cet égard, le Secrétariat espérait organiser un atelier sur la production d'équipements scientifiques scolaires du 3 au 4 mai 1993, et une réunion sur l'élaboration d'une politique sous-régionale en matière de science et de technologie prévue du 5 au 9 juillet 1993.

64. En conclusion, le Secrétariat a souligné l'importance d'avoir des institutions nationales chargées de la politique

scientifique et technologique viables, et il a invité les Etats membres à puiser des idées dans les rapports sur l'évaluation de la performance et dans les expériences des autres pays. La CEA était prête à collaborer avec tout Etat membre dans le renforcement de ces institutions chargées de la politique scientifique et technologique, dans leurs programmes et projets et elle attendait des demandes à cet égard. Il a attiré l'attention de la réunion sur la résolution 629 (XXIII) de la Commission qui avait demandé aux MULPOC de tenir leurs Etats membres informés des activités des groupes de travail, et il a également lancé un appel aux Etats membres pour qu'ils accordent leur plein soutien à la mise en oeuvre des recommandations de leur groupe de travail.

65. Au cours du bref débats qui s'en est suivi, l'attention de la réunion a été attirée sur la nécessité d'avoir des institutions nationales dynamiques pouvant orienter le développement et l'utilisation de la science et de la technologie vers la solution des problèmes pratiques de la population. Dans ce cadre, il a été souligné que la mise au point de technologies autochtones devait recevoir l'attention nécessaire. Il a été relevé que les Etats membres connaissaient d'urgents besoins dans leurs économies, et qu'ils ne pouvaient donc pas consacrer les ressources nécessaires aux activités relatives à la science et à la technologie.

66. La réunion a pris note du rapport

Rapport sur les préparatifs de la quatrième Conférence mondiale pour la femme prévue à Beijing, Chine du 4 au 15 septembre 1995 (point 7c de l'ordre du jour)

67. Le secrétariat a présenté le document ECA/MULPOC/LUS/ICE/II/7 c). La réunion a été informée de la date, du lieu et du thème de la Conférence mondiale de Beijing, à savoir "Action pour l'égalité, le développement et la paix".

68. Après avoir rappelé les conférences mondiales précédentes pour la femme, le Secrétariat a passé en revue des activités qui sont ou qui seront réalisées par la CEA dans le cadre de la préparation de la Conférence mondiale de Beijing, et il a expliqué ce qui était attendu des pays africains. Ces pays devaient sensibiliser les femmes et les hommes à tous les niveaux sur la condition et le progrès de la femme en Afrique. Au niveau national, les pays devaient créer des comités nationaux chargés de lancer, d'organiser et de coordonner les activités nationales. Ces comités devraient préparer des rapports sur l'évaluation de l'état d'exécution des stratégies prospectives adoptées à Nairobi, en utilisant, le plus possible, les données les plus récentes. Le Secrétariat a souligné que ses rapports

devaient faire une évaluation critique des progrès réalisés et des obstacles rencontrés dans les activités visant à promouvoir la participation de la femme au processus de développement, et qu'ils devaient constituer une base d'action nationale future en faveur des femmes. Les délégués ont été informés que des rapports nationaux seraient examinés par la Conférence de Dakar et qu'ils devaient être envoyés à la CEA d'ici février 1994.

69. Le Secrétariat a souligné que, à l'échelle nationale, la CEA organiserait une conférence destinée à dégager une position ou une stratégie régionale commune pour la participation des femmes au processus de développement, qui sera incorporée dans la plate-forme globale d'action qui sera adoptée par la Conférence de Beijing. La Conférence régionale se déroulerait à Dakar (Sénégal) au mois de novembre 1994.

70. A l'échelle internationale, le Secrétariat indiquait que la Commission des Nations Unies sur la condition des femmes qui a été adoptée par le Conseil économique et social (ECOSOC) et l'Assemblée générale assurerait la coordination globale des activités régionales relatives à la Conférence de Beijing.

71. Le Secrétariat a également informé la réunion de la demande exprimée par la Conférence des ministres de la CEA dans sa résolution DEC.6 (XXXVII) relative à la nomination de Mme Getrude Mongella (Tanzanie) au poste de Secrétaire général de la quatrième Conférence mondiale pour la femme. En conclusion, il a été demandé aux délégués de préparer la Conférence de Beijing en faisant participer aussi bien les hommes que les femmes dans chaque secteur et de demander assistance à la CEA à n'importe quel moment de la préparation de la Conférence, aussi bien de Dakar que de Beijing.

72. Les délégués se sont montrés préoccupés du fait que les gouvernements africains ne prennent pas au sérieux les questions relatives aux femmes. Ils ont indiqué que les activités relatives aux femmes ne devraient pas être reléguées aux organisations non gouvernementales, et que les pays africains devaient, dans leurs efforts de développement, accorder l'attention nécessaire aux questions relatives aux femmes. En outre, les délégués ont informé la réunion des mécanismes qui étaient déjà en place à l'échelle nationale et régionale, tels que les associations nationales des femmes d'affaires, créées avec l'aide de la ZEP, les ministères chargés des questions relatives aux femmes, et les comités nationaux déjà créés; et ils ont souligné que ces mécanismes devaient être utilisés dans la coordination des préparatifs de la Conférence de Beijing. Le MULPOC de Lusaka serait le Centre de rayonnement pour la diffusion des informations relatives à cette conférence.

73. Il a été également proposé que le programme du MULPOC de Lusaka pour 1994-1995 comprenne également des activités relatives aux femmes. C'est pour cette raison qu'il a été suggéré qu'un poste soit mis à la disposition du MULPOC de Lusaka pour coordonner les activités relatives aux femmes de la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe.

74. Le Comité a pris note du rapport

Rapport intérimaire sur les activités du Centre de Nairobi pour la promotion et la formation commerciales (point 7d de l'ordre du jour)

75. En présentant le document ECA/MULPOC/LUS/ICE/II/7 d), le Secrétariat a informé la réunion que l'expert du Centre de Nairobi qui devait présenter ce rapport n'était pas encore arrivé. Le Secrétariat a souligné que dans son introduction ce rapport donnait des informations de base sur ce centre, informations relatives, notamment, à la promotion commerciale, à la coopération technique, aux services d'informations commerciales, aux services consultatifs et aux projets de recherche sur le marché.

76. Ce rapport relevait l'essence des différents ateliers et séminaires sous-régionaux et régionaux sur une gamme de sujets, qui visaient à donner des compétences et assurer la mise en valeur des ressources humaines en Afrique de l'Est et en Afrique australe.

77. Le Secrétariat a lancé un appel aux Etats membres du MULPOC de Lusaka qui n'avaient pas encore adhéré à ce centre de souscrire à son budget.

78. Au cours des discussions qui ont suivi, des délégués ont cherché à savoir le nombre d'Etats membres que compte le Centre, et s'il était possible pour les non-membres de bénéficier de ses ateliers et séminaires. Le Secrétariat a informé la réunion qu'en 1981 le Centre comptait environ 10 membres et que les non membres du MULPOC de Lusaka, tel que le Soudan, avait bénéficié des programmes et stages de formation dudit Centre.

79. La réunion a pris note du rapport et elle a demandé au Directeur de ce Centre de diffuser davantage d'informations sur les activités de ce dernier.

Programme de formation à la gestion des catastrophes (DMTP) (point 7 e de l'ordre du jour)

80. Un représentant du Secrétariat a présenté le document ECA/MULPOC/LUS/ICE/II/7 e) relatif au programme de formation à la gestion des catastrophes en Afrique, qui est une composante régionale du programme mondial de formation à la

gestion de catastrophes (DMTP) lancée par le PNUD et l'UNDRO en 1990. La réunion a pris note des objectifs généraux et spécifiques de formation du DMTP pour l'Afrique et elle a invité les gouvernements à tirer profit de ce programme en adressant leurs demandes de formation au bureau du PNUD de leurs pays respectifs ou à ceux du DMTP à Addis-Abeba.

81. La réunion a pris note du rapport et elle s'est félicitée de la mise au point du DMTP.

Examen de l'évolution récente de l'intégration sous-régionale en Afrique de l'Est et en Afrique australe (Point 8 de l'ordre du jour)

82. En présentant le Document ECA/MULPOC/LUS/ICE/II/8, le Secrétariat a indiqué que ce rapport était un suivi du rapport de situation qui avait été établi antérieurement sur l'état d'intégration économique en Afrique de l'Est et en Afrique australe, sous le titre de: "Dix ans après la création de la ZEP". Le Secrétariat a expliqué que la stratégie d'intégration visant la promotion du commerce et la substitution des importations s'était avérée peu efficace au cours des années 1980. Il s'est déclaré confiant que pendant la décennie des années 1990, les programmes de réforme et la participation des media, des organisations non gouvernementales et du secteur privé aboutiraient à une nouvelle orientation favorisant un niveau plus élevé d'intégration.

83. Il a ensuite relevé les événements récents relatifs au Traité d'Abuja instituant la Communauté économique Africaine et à l'état de sa ratification. Le Secrétariat a ensuite fait une analyse diachronique des relations entre la ZEP et la SADC depuis 1992.

84. Pour conclure, le Secrétariat a offert les services de la CEA dans toutes études sous-régionales sur l'intégration économique en vue de l'harmonisation et le renforcement des mécanismes institutionnels des OIG de la sous-région.

85. Au cours des discussions qui ont suivi, la délégation tanzanienne a demandé que, étant donné que les Chefs d'Etat et de Gouvernement avaient déjà pris une décision sur les relations entre la ZEP et la SADC, le dernier paragraphe du Document ECA/MULPOC/LUS/ICE/II/8 fût modifié de manière à refléter cette décision. La délégation du Botswana a demandé de plus amples informations sur la question relative à la ratification du Traité d'Abuja et sur les mesures prises pour la campagne de cette ratification. Il a été également indiqué que l'intégration économique était une question complexe qui mettait en jeu des sensibilités politiques, et que partant, il fallait avancer avec caution. Une autre délégation a relevé les domaines d'activité du MULPOC de Lusaka qui devaient refléter l'intérêt porté à l'environnement. La réunion a, d'autre part, été informée

que le Président en exercice de la Conférence de la ZEP, le Président Museveni de la République d'Ouganda, et le Président en exercice de la SADC, le Président Masire de la République du Botswana, s'étaient rencontrés et qu'un communiqué avait été publié à l'issue de leurs entretiens au mois de février 1993.

86. Le Secrétariat a expliqué que l'intégration économique en Afrique devait être accélérée compte tenue de l'évolution récente de la situation mondiale. Le Secrétariat a également fourni des informations sur la question de la ratification, et il lui a été demandé de poursuivre l'exécution des programmes qui tombent dans la champ de sa mission.

87. La réunion a ensuite approuvé la recommandation contenue dans le Document ECA.MULPOC.LUS.ICE/II/8.

Rapport d'évaluation sur l'exécution du programme de travail et des priorités (janvier 1992 - février 1993); (Point 9 de l'ordre du jour)

88. En présentant le rapport faisant l'objet du Document ECA.MULPOC/LUS/ICE/II/10, le représentant du Secrétariat a indiqué que les activités couvertes se répartissaient entre deux principales catégories, à savoir:

- a) l'exécution des activités de fond; et
- b) l'exécution des activité opérationnelles

89. Il a également passé en revue la situation socio-économique et politique des économies de la sous-région pendant la période sous examen, laquelle avait été caractérisée par des événements positifs et des événements négatifs.

90. Il a ensuite évoqué les résultats atteints pendant la période couverte par le rapport et il a indiqué que le rendement était comparable au personnel professionnel hommes/mois du Secrétariat du MULPOC de Lusaka.

91. Au cours des discussions qui ont suivi, la réunion s'est déclarée profondément insatisfaite par le peu d'effectifs actuel du MULPOC de Lusaka, mais elle s'est, néanmoins, déclarée satisfaite par le niveau d'exécution du programme de travail et des priorités de la période 1992 - 1993, compte tenu des problèmes liés à l'insuffisance de personnel. La réunion est convenue de faire les recommandations suivantes:

- i) Que le Secrétariat de la CEA poursuive ses efforts actuels visant à renforcer le MULPOC de Lusaka en termes d'effectifs, et qu'il pourvoie aux postes vacants aussi tôt que possible;

- ii) Que les Etats membres relèvent le niveau de leurs engagements respectifs en faveur du Fonds d'affectation spécial des Nations Unies pour le Développement de l'Afrique (UNTFAD).

Proposition de programme de travail du MULPOC de Lusaka pour la période 1994-1995 (point 10 de l'ordre du jour)

92. En présentant le document ECA/MULPOC/LUS/ICE/II/11, le Secrétariat a expliqué que le programme de travail proposé pour le MULPOC de Lusaka pendant la période 1994-1995 était le reflet des priorités de développement des Etats membres de la sous-région et qu'il avait été élaboré en proche consultation avec un certain nombre d'organisations intergouvernementales de la sous-région.

93. Le Comité a examiné le rapport et il a approuvé les recommandations contenues dans le document ECA/MULPOC/LUS/ICE/II/11.

Rapport de situation sur l'état d'exécution des projets par l'UNTFAD/ MULPOC de Lusaka (Point 11 de l'ordre du jour)

94. En présentant le Document ECA/MULPOC/LUS/ICE/II/12, un représentant du Secrétariat a informé la réunion que depuis la création du Fonds d'affectation spécial pour le développement de l'Afrique (UNTFAD), des conférences avaient été organisées régulièrement tous les deux ans, à l'occasion desquelles les pays africains ainsi que la communauté internationale prenaient des engagements de contribution en faveur de ce fonds. Il a, cependant, relevé qu'au fil des ans, ces engagements tendaient à baisser alors que le nombre de projets ne cessait d'augmenter.

95. Il a ensuite fait le tour des projets, secteur par secteur. Pour terminer, il a lancé un appel aux pays africains et aux partenaires bilatéraux et multilatéraux de développement de mettre en application la Résolution no. 719 de la Conférence des ministres qui les invite à contribuer généreusement à ce fonds.

96. La réunion a approuvé le rapport et ses recommandations.

Rapport sur les activités des groupe consultatif régional multidisciplinaire dans la sous-région du MULPOC de Lusaka 1991-1992 (point 12 de l'ordre du jour)

97. Un représentant du secrétariat a présenté le document ECA/MULPOC/LUS/ICE/II/14. Ce faisant, il a donné des informations de base sur la constitution du groupe

consultatif de la CEA, son mandat, sa composition, ainsi que ses forces et ses ressources. Il a rappelé à la réunion que ce groupe avait été présenté à la première réunion du Comité intergouvernemental d'experts qui s'était tenue à Lusaka au mois de mars 1991 afin de familiariser les Etats membres de la sous-région avec les objectifs et les priorités du groupe consultatif de la CEA récemment constitué.

98. Après la présentation de la brochure révisée du groupe, brochure intitulée "Meeting the challenge of African Development in the IGOS : ECA/MRAG" (relever le défi du développement de l'Afrique dans les OIG) le représentant du secrétariat a relevé des activités majeures réalisées par ce groupe dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe pendant la période de deux ans de 1991-1992.

99. Il s'agit notamment de services consultatifs, d'ateliers de formation et de services d'appui qui ont été fournis à sept Etats membres de la sous-région ainsi qu'à deux organisations intergouvernementales. Il a souligné que la large gamme de services consultatifs (ateliers et séminaires de formation qui sont devenus des traits importants des activités de fonds du groupe consultatif de la CEA, auxquelles s'ajoute la possibilité offerte par ce groupe dans l'étude et l'analyse de première main des incidences complexes et multidimensionnelles des problèmes de développement de l'Afrique, avaient considérablement enrichi la compétence professionnelle des conseillers régionaux du MARG dans leurs efforts visant à relever le défi de développement de l'Afrique dans les années 1990. Par conséquent, les Etats membres et les organisations intergouvernementales de la sous-région étaient sérieusement invités à faire l'usage optimum du groupe consultatif de la CEA en lui demandant ces services consultatifs à tout moment et sur tout domaine prioritaire figurant sur le nouveau programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 1990.

100. Le Secrétariat a terminé en indiquant que sous plusieurs angles, le groupe consultatif de la CEA constituait l'une des clés essentielles des efforts des Etats membres de la sous-région pour la relance, le développement et la transformation. Il était opportun que ces pays apprennent à se servir de cette clé sans retard et sans hésitation.

101. Le Comité a pris note du rapport

Préparatifs de la réunion de la Conférence des ministres de la CEA: avril - mai 1993 (point 13 de l'ordre du jour)

102. Un représentant du secrétariat a informé la réunion que la prochaine Conférence des ministres de la CEA se réunirait à Addis-Abeba (Ethiopie) du 3 au 6 mai 1993. Cette Conférence serait précédée par la réunion de son Comité technique qui se tiendrait du 26 au 30 avril 1993.

103. Le secrétariat a demandé aux délégués de participer à cette réunion tel que prévu.

104. La réunion a pris note de cette information.

Questions diverses (Point 14 de l'ordre du jour)

a) Echange d'informations

105. A ce point de l'ordre du jour, la délégation de Madagascar a attiré l'attention de la réunion sur la nécessité d'un répertoire sur le potentiel de science et de technologie, dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Cette information contiendrait les énormes informations sur des résultats de la recherche et sur des ressources scientifiques et technologiques disponibles dans les Etats membres, informations qui pourraient être exploitées dans leurs intérêts mutuels.

106. Il a également invité les gouvernements à améliorer la participation de l'Afrique au Forums internationaux pour que la position de l'Afrique soit suffisamment représentée.

b) Programme de travail pour 1994-1995

107. Un représentant du secrétariat a présenté le document ECA/MULPOC/LUS/ICE/II/11 sur les activités supplémentaires en matière de ressources minérales pour le programme de travail 1994-1995, activités qui ont été approuvées par la réunion.

c) Groupe de travail du Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technologie

108. Un représentant du secrétariat a attiré l'attention de la réunion sur la résolution 629 (XXIII) de la Commission qui demandait aux Etats membres de soutenir pleinement les activités des groupes de travail du MULPOC et d'y participer et qui donnait au MULPOC le mandat de coordonner leurs activités dans leurs sous-régions respectives.

109. La réunion a pris note de cette information et elle est convenue qu'elle doit être reflétée dans le programme de travail.

Date et lieu de la prochaine réunion (point 15 de l'ordre du jour)

110. Le Président a souligné la nécessité et l'opportunité de la tenue des réunions du Comité intergouvernemental d'experts dans les différents pays membres du MULPOC de Lusaka suivant l'ordre alphabétique anglais, tel que convenu, et il a invité les délégations à indiquer si leurs gouvernements désiraient abriter la troisième réunion du Comité. La délégation du Botswana a indiqué qu'il aurait des consultations sur les possibilités pour que son pays abrite la prochaine réunion du Comité intergouvernemental d'experts et qu'elle ferait rapport à ce sujet au secrétariat en temps opportun.

Adoption du rapport (Point 16 de l'ordre du jour)

111. Le rapporteur a présenté le projet de rapport à la réunion pour examen et adoption. Le président a ensuite demandé à la réunion d'examiner le rapport. Le rapport a été examiné en détails, paragraphe par paragraphe. Après plusieurs modifications mineures, la réunion a adopté son rapport.

Clôture de la réunion (Point 17 de l'ordre du jour)

112. Le président a remercié les délégués pour leur coopération pendant la réunion. Il a également remercié le Secrétariat pour son bon travail. Il a ensuite déclaré la réunion close à 16 h 30, le 26 mars 1993.

Résolution No. 1

Résolution sur le renforcement du Mulpoc de Lusaka

La deuxième réunion du Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC de Lusaka, tenue à Lusaka (Zambie) du 23 au 26 mars 1993,

Considérant l'importance du MULPOC de Lusaka dans la recherche de solutions aux questions d'intérêt pour les pays de la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe;

Consciente du fait qu'à l'occasion de la visite qu'il avait effectuée en Zambie au mois de janvier 1993, le Secrétaire exécutif de la CEA s'était engagé à renforcer le MULPOC de Lusaka, à titre de priorité;

Convaincue que le MULPOC apporte une assistance précieuse aux Etats membres dans leurs efforts de développement, et qu'il devrait, par conséquent être renforcé;

Convaincue, d'autre part, que la participation de la femme au développement doit être un domaine prioritaire dans les activités du MULPOC de Lusaka;

Consciente, par ailleurs, que la quatrième conférence mondiale pour les femmes, prévue à Beijing (Chine) au mois de septembre 1995 nécessite une préparation suffisante de la part des pays de la sous-région,

Ayant pris note du fait que le MULPOC de Lusaka ne compte pas de poste chargé spécifiquement des questions de la femme;

Ayant pris note, en outre, du fait que le MULPOC de Lusaka compte cinq poste de la catégorie des administrateurs, dont deux seulement sont pourvus;

1. Lance un appel au Secrétariat de la CEA pour qu'il prenne les mesures nécessaires afin que les trois postes vacants de la catégorie des administrateurs du MULPOC de Lusaka soient pourvus aussi tôt que possible;

2. Demande qu'un autre poste, chargé des questions de la femme, soit mis à la disposition du MULPOC de Lusaka en vue de lui permettre de coordonner les activités relatives aux femmes dans la sous-région;

3. Invite les Etats membres à fournir des experts au MULPOC, en vue de lui permettre de s'attaquer aux problèmes relatifs aux femmes et aux autres problèmes sectoriels.

Résolution No. 2

**Résolution sur la sécurité alimentaire dans la
sous-région de l'Afrique de l'Est et de
l'Afrique australe**

La deuxième réunion du Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC de Lusaka, tenue à Lusaka (Zambie) du 23 au 26 mars 1993,

Rappelant les dispositions du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos sur le fait que les mécanismes de sécurité alimentaire sous-régionale nécessitent une autosuffisance collective;

Ayant examiné le rapport d'une étude sur la sécurité alimentaire dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe;

Convaincue que les conclusions de ce rapport sur la sécurité alimentaire dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe méritent d'être bien examinées par les Etats membres participants;

Prenant note des activités et/ou stratégies existantes en matière de sécurité alimentaire dans les Etats membres et dans le cadre d'OIG, notamment la SADC, la ZEP, l'IGADD, la COI, l'IRLCO-CSA et la DLCO-EA;

Préoccupée par la multiplicité et par les dédoublements apparents dans les programmes de sécurité alimentaire de certaines OIG de la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe;

Consciente de la nécessité de programmes coordonnés aux ressources limitées consacrées aux programmes de sécurité alimentaire;

1. Félicite le MULPOC de Lusaka pour le rapport sur la sécurité alimentaire dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, qu'il a présenté à sa réunion tenue à Lusaka du 23 au 26 mars 1993;
2. Attire l'attention de tous les Etats membres sur les précieuses informations sur les différents programmes de sécurité alimentaire dans la sous-région, telles qu'elles ressortent de ce rapport ;

3. Demande au MULPOC de Lusaka de prendre les mesures nécessaires pour la coordination des programmes de sécurité alimentaire des OIG de la sous-région; et
4. Demande, en outre, au MULPOC de Lusaka, de prendre les mesures suivantes:
 - a) Organiser, le plus tôt possible, une réunion des OIG de la sous-région, notamment la SADC, la ZEP, l'IGADD, la COI, l'IRLCO-CSA et la DLCO-EA, en vue d'examiner le rapport sur la sécurité alimentaire dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, et d'examiner les modalités de coordination des programmes sous-régionaux de sécurité alimentaire;
 - b) Mettre en place un mécanisme de collaboration et de rationalisation permanentes entre les programmes de ces OIG;
 - c) Elaborer une stratégie visant à mettre en place un programme sous-régional de sécurité alimentaire, et à explorer les possibilités d'exécution conjointe des principaux projets.

LISTE DES PARTICIPANTS

ANGOLA

Mr. Ant'onio Gomes Furtado
National Director of Treasury
Ministry of Finance
C.P. 592-C
LUANDA

Mr. Manual Vaz Borja Junior
Second Secretary
Embassy of the Republic of Angola
P.O. Box 31595
LUSAKA

BOTSWANA

Mr. S.G. Serwalo Tumelo
Deputy Secretary for Economic Affairs
Ministry of Finance and Development Planning
Private Bag 008
GABORONE

Mr. Tlogelang Gabolekwe Lesole
Chief Economist (Rural)
Ministry of Finance and Development Planning
P/Bag 008
GABORONE

KENYA

Mr. John W. Munyiri
Counsellor
Kenya High Commission
P.O. Box 50298
LUSAKA

MADAGASCAR

Mr. Max Rajaonarisoa
Directeur de la qualité et de la Metrologie Legale
Ministere du Commerce
P.O. Box 1316
ANTANANARIVO 101

MALAWI

Mr. Efrem Chilima
Economist
Economic Planning and Development
P.O. Box 30136
LILONGWE

Mr. Paul Mamba
Division Chief
Reserve Bank of Malawi
P.O. Box 30063
LILONGWE 3

Mr. Hastings Kafundu
Economist
Ministry of Finance
P.O. Box 30049
Lilongwe

MOZAMBIQUE

Mr. Agostinho A. Timana
3rd Secretary
Mozambique Embassy
LUSAKA

NAMIBIE

Mr. Stefanus Motinga
Deputy Director
Ministry of Trade and Industry
P/Bag 13340
WINDHOEK

Ms. H. Smith
Chief Trade Promotion Officer
Ministry of Trade and Industry
P/Bag 13340
WINDHOEK

Mr. A. Botes
Economist
Ministry of Agriculture, Water and Rural Development
WINDHOEK.

REPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE

Mr. K.E. Kamando
Second Secretary
Tanzania High Commission
P.O. Box 31219
LUSAKA

UGANDA

Mrs. J.B. Kajumba
First Secretary
Uganda High Commission
P.O. Box 33557
LUSAKA

ZAMBIE

Mr. M.S. Mwale
Director (Regional Co-operation)
National Commission for Development Planning
P.O. Box 50268
LUSAKA

Mr. David S. Diangamo
Director
P.O. Box 31908
Central Statistical Office
LUSAKA

Ms. Dorothy Mutemba
Head WID
National Commission for Development Planning
P.O. Box 50268
LUSAKA

Mrs. Getrude C. Ngoma
Assistant Director
National Commission for Development Planning
P.O. Box 50268
LUSAKA

Mr. Davison K. Mendamenda
Assistant Director
National Commission for Development Planning
P.O. Box 50268
LUSAKA

Mr. George M.K. Kayombo
Assistant Secretary
Ministry of Labour and Social Security
P.O. Box 32186
LUSAKA

Mr. Kapepula Kaunda
Agricultural economist
Ministry of Agricultural Food & Fisheries
P.O. Box 50197
LUSAKA

Mrs. Catherine Lishomwa
Senior Economist
National Commission for Development Planning
P.O. Box 50268
LUSAKA

Ms. Florence Monde Sitwala
Economist
National Commission for Development Planning
P.O. Box 50268
LUSAKA

Mrs. Theresa Kambobe
Producer/Editor (WID)
National Commission for Development Planning
P.O. Box 50268
LUSAKA

Mrs. Yvonne Saini
Economist
Ministry of Commerce, Trade and Industry
P.O. Box 31968
LUSAKA

Mr. Munumi Mumbuwa
Economist
National Commission for Development Planning
P.O. Box 50268
LUSAKA

Mr. James Mbewe
Economist
Ministry of Foreign Affairs
P.O. Box 50069
LUSAKA

Mr. Emmanuel Mwamba
Economist
National Commission for Development Planning
P.O. Box 50268
LUSAKA

Mr. Muleta Luyanga
Press Liaison Officer
National Commission for Development Planning
P.O. Box 50268
LUSAKA

Mrs. Monde M. Gwaba
A/SHRDO
Ministry of Education
P.O. Box 50093
LUSAKA

Mr. T.S.C. Nkhata
Acting Administrative Officer Planning
P.O. Box 50065
LUSAKA

ZIMBABWE

H.E. Dr. N.G.G. Makura
High Commissioner
Zimbabwe High Commission
P.O. Box 33491
LUSAKA

Mr. Victor Murambiwa
Counsellor Commercial
Zimbabwe High Commission
P.O. Box 33491
LUSAKA

OBSERVATEURS

EGYPTE

Mr. M.E.A. Soliman
Commercial Counsellor
Egyptian Embassy
P.O. Box 32428
LUSAKA

RUSSIE

Mr. Iouri Joukov
3rd Secretary
Russian Embassy
P.O. Box 32355
LUSAKA

ZAIRE

H.E. Mr. Bongo Lega Nzongakusa
Ambassador
Embassy of Zaire
P.O. Box 31282
LUSAKA

Mr. Monga Ipanza Bosulu
Minister Counsellor
Embassy of Zaire
P.O. Box 31287
LUSAKA

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ZONE D'ECHANGES PREFERENTIELS (ZEP)

Mr. El-Tayeb Mohammed
Senior Agricultural Expert
PTA
P.O. Box 30051
LUSAKA

Mr. O.O. Akinshawo
Financial Analyst
PTA
P.O. Box 30051
LUSAKA

Mr. M.A. Salah
Industrial Expert
PTA
P.O. Box 30051
LUSAKA

Mr. Prosper T.M. Mutiwanyuka
Agricultural Expert
PTA
P.O. Box 30051
LUSAKA

Ms. Amanda Khozi
Legal Assistant
PTA
P.O. Box 30051

Ms. Honorine Muyoyeta
Consultant, Women in Business
P.O. Box 30051
LUSAKA

ZEP/CCI

Mrs. Evelyn Domingo-Barker
Senior Trade Information Adviser
PTA/ITC Project
P.O. Box 30051
LUSAKA

COMITE INTERGOUVERNEMENTAL PERMANENT SUR LA NAVIGATION (ISCOS)

Mr. Eliud Thini Waiyaki
Secretary General
P.O. Box 89112
Mombasa
KENYA

INTERNATIONAL RED LOCUST CONTROL ORGANISATION (IRLCO-CSA)

Dr. Erikana K. Byaruhanga
Director
IRLCO-CSA
P.O. Box 240252
NDOLA

TROPICAL DISEASES RESEARCH CENTRE (TDRC)

Dr. Thomas Y. Sukwa
Deputy Director
TDRC
P.O. Box 71769
NDOLA

PAN AFRICAN INSTITUTE FOR DEVELOPMENT (PAID-ESA)

Mr. Saul K. Luyombya
Assistant Director
P.O. Box 80448
KABWE

MR. Anderson K. Chibwa
Senior Researcher
P.O. Box 80448
KABWE

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT (PNUE)

Mr. Halifa Omar Drammeh
Senior Environmental Affairs Officer,
Regional Officer for Africa
UNEP
P.O. Box 47074
Nairobi
KENYA

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)

Mr. Ricardo C. Lupenga
Project Officer Planning
UNICEF
P.O. Box 33610
LUSAKA

HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES (UNHCR)

Ms. Flor Rojas
Deputy Representative
UNHCR
LUSAKA

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
(FAO)

Ms. Norma Springer
Officer-in-Charge
FAO
P.O. Box 30563
LUSAKA

SECRETARIAT

Mr. B.C. Gondwe
Officer-in-Charge
ECA/MULPOC
P.O. Box 30647
LUSAKA

Prof. S.K.B. Asante
Regional Adviser
ECA-MRAG
P.O. Box 3001
ADDIS ABABA

Mr. K.S. Chipako
Deputy Director (ESADIS)
ECA/MULPOC
P.O. Box 30647
LUSAKA

Mr. Theophilus Karumuna
Economic Affairs Officer
Natural Resources Division
ECA
P.O. Box 3001
ADDIS ABABA

Mrs. Airnèe Andrianasolo
Economic Affairs Officer
Joint ECA/FAO Agriculture Division
ECA
P.O. Box 3001
ADDIS ABABA

Mr. V.T. Kachoka
Economic Affairs Officer
ECA/MULPOC
P.O. Box 30647
LUSAKA

Mrs. Rawda Clinton Omar
Associate Officer
Economic Co-operation Office
ECA
P.O. Box 3001
ADDIS ABABA

Mr. R.M. Suba
Consultant
ECA/MULPOC
P.O. Box 30647
LUSAKA

Mr. Momar Khary Diagne
Freelance Interpreter
C/O UNDP
Dakar
SENEGAL

Mr. Gabar Birame Diop
Freelance Interpreter
c/O ECA
P.O. Box 3001
ADDIS ABABA

Mr. Lucas Amuri
Freelance Interpreter
C/O ECA
P.O. Box 3001
ADDIS ABABA

ECA/MULPOC/LUS/ICE/II/15/Rev.1
Annexe III
Page 10

Ms. Nathalia Engmann
Freelance Interpreter
08 BP 1572
Abidjan
Cote d'Ivoire

Mr. L. Chongo
Programmer
ECA/MULPOC
P.O. Box 30647
LUSAKA

Ms. E.J. Thewo
Computer Operator
ECA/MULPOC
P.O. Box 30647
LUSAKA